

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de Lorraine

NANCY, le 23 décembre 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8, bis, rue Pierre Fourier - CS 12247
54022 - NANCY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Actualisation des prescriptions réglementaires applicables aux installations de montage et de mise en peinture de véhicules automobiles exploitées par la SNC SOVAB à BATILLY.

--	--	--

I - Objet du dossier

I.1 - Situation administrative

La société SNC SOVAB exploite une usine de production de véhicules automobiles utilitaires sur la commune de BATILLY. L'exploitation de cette usine est soumise aux prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié par arrêtés complémentaires du 8 avril 2011 (actualisant les rubriques de classement applicables) et du 30 juin 2011 (imposant la remise d'une étude de l'impact des rejets aqueux sur le milieu naturel).

I.2 - Contexte

Depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié, plusieurs modifications ont été apportées à l'établissement. Parallèlement, la nomenclature ainsi que la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ont, elles aussi, évolué.

Il est donc devenu aujourd'hui nécessaire d'actualiser les prescriptions réglementaires applicables aux installations industrielles exploitées par la SNC SOVAB dans son usine de BATILLY afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Le présent rapport porte donc sur les propositions de suites à réserver aux courriers suivants de cet exploitant, informant Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle :

- En date du 23 mai 2013, de son projet de modification concernant la récupération de chaleur sur l'incinérateur équipant la cataphorèse ;
- En dates du 31 août 2012 et du 4 juin 2013, de faire reconnaître les droits acquis pour la poursuite de l'exploitation des installations classées sous les rubriques 1132 et 1185 de la nomenclature ;
- En date du 28 octobre 2013, de faire connaître sa position vis à vis d'une des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (directive IED) ;
- En date du 20 décembre 2013, de sa proposition du montant des garanties financières pour les installations soumises à autorisation sous les rubriques 2565 et 2940, qu'elle exploite à BATILLY ;
- En date du 5 juillet 2013 de l'action RSDE (Recherches des Substances Dangereuses dans l'Eau).

En plus des courriers transmis par la SNC SOVAB, le présent rapport porte également sur la prise en compte de l'évolution de la réglementation et particulièrement sur :

- la modification de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées relative aux tours de refroidissement (légionelles) ;
- la suppression de la rubrique 1180 (transformateur au PCB).

Enfin, le présent rapport aborde les différentes modifications techniques de prescriptions qui étaient absentes (surveillance des eaux souterraines) ou source de confusion (lutte contre l'incendie).

Afin notamment de faciliter l'instruction de ces modifications et de ces évolutions réglementaires, l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine a effectué successivement trois visites des installations industrielles exploitées par la SNC SOVAB dans son établissement de BATILLY, les 24 octobre 2013, 6 février 2014 et 24 octobre 2014.

II - Analyse des demandes de la SNC SOVAB

II.1 - Suites à donner à la déclaration de l'entreprise en date du 23 mai 2013 concernant la récupération de chaleur sur l'incinérateur équipant la cataphorèse

Par courrier du 23 mai 2013, la SNC SOVAB a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle son projet d'installation d'un dispositif de récupération de chaleur sur l'incinérateur équipant la cataphorèse de son usine de BATILLY, dans le bâtiment peinture.

Le dispositif consiste en un échangeur air/eau implanté sur la cheminée de l'incinérateur de la cataphorèse, qui doit permettre de récupérer et d'injecter des calories sur le circuit d'eau chaude du procédé de traitement de surfaces et ainsi d'économiser de l'énergie fossile (gaz naturel) pour le fonctionnement de ce procédé.

La SNC SOVAB a en outre précisé que les rejets résiduels à l'atmosphère issus des nouveaux conduits d'évacuation seront identiques à ceux qui sortaient de la cheminée existante.

Ce dispositif, qui doit effectivement permettre à l'entreprise de faire un gain sur ses consommations énergétiques, n'est pas de nature à modifier les caractéristiques qualitative et quantitative des rejets gazeux. En effet, les gaz de combustion qui ressortaient de l'incinérateur par une cheminée, seront dorénavant évacués à l'atmosphère par 2 cheminées sans que leur composition en soit modifiée.

Le principe du dispositif est le suivant : les gaz de combustion issus de l'incinérateur passent par un échangeur air-eau, pour faire monter la température de l'eau qui sera utilisée dans les bains de traitement de surfaces, avant d'être émis à l'atmosphère par deux cheminées de hauteurs identiques avec une vitesse d'éjection inchangée.

D'une manière générale, les émissions atmosphériques de la SNC SOVAB restent inchangées, les modifications apportées aux articles 3.2.2 à 3.2.4 de l'arrêté préfectoral 2009-244 du 28 janvier 2010 sont juste une actualisation :

- pour le traitement de surface, l'arrêté préfectoral 2009-244 du 28 janvier 2010 ne prenait en compte que le conduit de phosphatation alors que les mesures de surveillance annuelle ont toujours été effectuées à partir de 4 conduits (phosphatation, dégraissage (2 conduits) et rinçage),
- la chaudière de secours est en place depuis l'origine, mais elle n'était pas prise en compte dans le tableau de surveillance car sa durée de fonctionnement était inférieure à 100 heures par an.

Observation n° 1 de l'inspection des installations classées :

La modification notable, mais non substantielle, constituée par l'installation d'un dispositif de récupération de chaleur sur l'incinérateur équipant la cataphorèse fera l'objet de prescriptions additionnelles par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. Ces prescriptions additionnelles porteront sur la nécessité de mesurer dorénavant les gaz de combustion issus de l'incinérateur à la sortie des deux nouvelles cheminées et sur les caractéristiques dimensionnelles que doivent avoir ces conduits d'évacuation. Les valeurs limites d'émissions fixées par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2010 resteront les mêmes.

II.2 - Suites à donner aux déclarations d'antériorité du 31 août 2012 et du 4 juin 2013 pour la poursuite d'exploitation des installations classées sous les rubriques 1132 et 1185 de la nomenclature

Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a adressé à l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine pour avis :

- par transmission en date du 11 septembre 2012 : une déclaration d'antériorité de la société SNC SOVAB datée du 31 août 2012 visant à faire reconnaître les droits acquis pour la poursuite des activités d'emploi et de stockage de produits toxiques exercées dans l'enceinte de son établissement de BATILLY sous la nouvelle rubrique 1132 relative à l'emploi et au stockage de substances et mélanges toxiques présentant des risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée, créée dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- par transmission en date du 14 mars 2013 : une seconde déclaration d'antériorité de cette même entreprise datée du 28 février 2013, visant à faire reconnaître les droits acquis pour la poursuite des activités d'emploi et de stockage de gaz à effet de serre fluorés au titre de la rubrique 1185 modifiée dans ladite nomenclature.

II.2.1. Contenu des déclarations

Rubrique 1132 :

Le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et a créé la nouvelle rubrique n° 1132 dont l'intitulé est : *« Toxiques présentant des risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée (fabrication industrielle, emploi ou stockage de substances et mélanges) »*.

Les activités d'emploi et de stockage de produits toxiques étaient jusqu'alors autorisées à être exercées dans l'enceinte de l'usine SNC SOVAB de BATILLY au titre de la rubrique 1131 : *« Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol »*.

Par courrier du 31 août 2012, la société SOVAB a sollicité le bénéfice de l'antériorité sous la rubrique 1132-B-2-a pour l'emploi et le stockage des substances liquides nommées « GRANODINE » dont la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est de 40 tonnes.

Par courriel en date du 8 mars 2013 adressé à l'inspection des installations classées, l'exploitant a détaillé les conditions de classement des substances toxiques présentes dans son établissement.

Ainsi, les produits et substances visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 pour une quantité totale de 25 tonnes sont désignés comme suit :

- GRANO TONER 39 ;
- TONER 134 ;
- NANOCOLOR (R) DCO 10000 ;
- NANOCOLOR DCO 1500.

Fin 2010, les substances dénommées GRANODINE INTENSIFIER 1 et GRANODINE 958 CF/4, jusque-là non classées sous la rubrique 1131 car enregistrées comme nocives et dangereuses pour l'environnement (Xn et N), ont été reclassées « toxiques » avec le règlement n° 1272/2008 du parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges dit règlement CLP.

Comme il est indiqué dans le dossier de demande d'autorisation présenté par l'exploitant en 2000, la GRANODINE 958 CF/4 est stockée historiquement dans une citerne de 39,1 tonnes et la quantité de GRANODINE INTENSIFIER 1 pouvant être présente dans l'établissement n'est que de 100 kg.

Rubrique 1185 :

Le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relative à la fabrication, à l'emploi et au stockage des gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visée par le règlement (CE) n° 1005/2009.

Par courrier du 4 juin 2013, la société SNC SOVAB a demandé que lui soient reconnus les droits acquis pour la poursuite d'exploitation de son stockage de gaz HFC R134a, contribuant à l'effet de serre, classé sous la rubrique 1185 ainsi modifiée, ce stockage représentant un volume total de 1 750 litres répartis dans 2 fûts de 790 litres et 4 bouteilles de 42 litres.

En définitive, la société SNC SOVAB souhaite l'actualisation du tableau recensant les rubriques de la nomenclature des installations classées applicables à son usine de BATILLY et figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié pour y inclure la rubrique 1132-B-2-a et modifier la rubrique 1185 en introduisant le régime de déclaration.

II.2.2. Avis de l'inspection des installations classées

Rubrique 1132 :

L'analyse du classement des différentes substances pouvant être présentes dans l'établissement en fonction de leurs phrases de risques R conduit aux observations suivantes :

- Pour les substances classées sous la rubrique 1131 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié :
 - GRANO TONER 39 de phrase de risques R25, continue à relever de la rubrique 1131 ;
 - TONER 134 dont les phrases de risques sont R25 et R50, relève bien de la rubrique 1131 la plus contraignante (d'après R25) et non de la 1172 (d'après R50) ;
 - NANOCOLOR DCO 1500 de phrases de risques R23/24/25 est également visée par la rubrique 1131 ;
 - la phrase de risques R20-21-22 du NANOCOLOR (R) DCO 10000 n'entraîne pour cette substance aucun classement sous l'une des rubriques de la nomenclature.

Il n'y a donc pas de changement à faire pour cette rubrique 1131, la quantité des substances dénommées NANOCOLOR représentant 8 kg sur les 25 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral précité.

- Pour la demande de classement des substances sous la rubrique 1132 :
 - la GRANODINE 958 CF/4 peut seulement relever de la rubrique 1173 d'après sa phrase de risques R51/13, la phrase de risques R48/20 qui concerne aussi cette substance n'entraînant pas de classement sous la rubrique 1132. Or pour la rubrique 1173, le seuil inférieur de déclaration est fixé à 100 tonnes. **La GRANODINE 958 CF/4, dont le stockage ne représente que 39,1 tonnes, n'est donc pas à classer sous la rubrique 1173 ;**
 - la GRANODINE INTENSIFIER 1 peut relever des rubriques 1172, d'après la phrase de risques R50/53, et 1132-2, d'après la phrase de risques R48/23. Or pour la rubrique 1132-B-2 plus contraignante, le seuil inférieur de déclaration est fixé à 1 tonne. **La GRANODINE INTENSIFIER 1, dont le stockage ne représente que 100 kg, n'est donc pas classable sous l'une des rubriques de la nomenclature.**

Rubrique 1185 :

Les installations de stockage du gaz HFC R134a, contribuant à l'effet de serre, reliées à des installations de remplissage d'équipements, sont bien à classer sous la rubrique 1185-1-a et continuent d'être soumises à autorisation, le volume maximal des équipements susceptibles de contenir ce fluide étant de 1 580 litres (le contenu des deux fûts de 790 litres) est donc supérieur au seuil de 800 litres fixé par cette rubrique .

De plus, la quantité cumulée de ce fluide présente dans les équipements frigorifiques et climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, exploitée par la SNC SOVAB, étant supérieure à 300 kg, ces installations sont à classer sous la rubrique 1185-2-a. Les gaz concernés sont ceux présents dans toutes les installations climatiques et frigorifiques de l'établissement, la quantité totale de ces gaz étant égale à 500 kg.

Observation n° 2 de l'inspection des installations classées :

Le tableau recensant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables à l'usine SNC SOVAB de BATILLY et figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié nécessite d'être actualisé pour intégrer la création de la rubrique 1132 et la modification de la rubrique 1185 dans cette nomenclature, et donner acte ainsi à l'exploitant des déclarations d'antériorité qu'il a adressées au Préfet de département conformément aux dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement. Cette actualisation est à faire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

II.3 - Nouvelles obligations découlant de la directive IED

La directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles, a été transposée dans le droit français par l'ordonnance du 5 janvier 2012 et les textes afférents.

Par courrier du 28 octobre 2013, la SNC SOVAB s'est positionnée clairement sur l'assujettissement de son usine de BATILLY à cette directive. En ce sens, il lui appartenait de préciser si elle relève d'une des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du code de l'environnement, elle a proposé de retenir la rubrique 3670 comme rubrique principale et les conclusions sur les MTD (BATc) relatives aux activités de traitements de surface utilisant des solvants organiques (STS) comme BATc associées à la rubrique principale.

Comme le prévoient les dispositions de l'article R. 515-70 du même code, la publication au journal officiel de la commission européenne de ces conclusions sur les MTD déclenchera le délai de 4 ans à l'issue duquel les conditions d'autorisation de l'installation doivent être réexaminées, voire actualisées et respectées. Le dossier de réexamen sera à remettre dans un délai d'un an à compter de cette publication en vertu de l'article R. 515-71.

Observation n° 3 de l'inspection des installations classées :

Lors de l'actualisation du tableau recensant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables à l'usine SOVAB à BATILLY et figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié, les rubriques 3000 dont relève l'établissement seront incluses dans ce tableau en vue de confirmer la soumission à la directive IED. Il s'agit précisément des rubriques 3670 (indiquée comme rubrique principale) et 3260.

Par ailleurs, les conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale seront également précisées et ce conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement. Au vu des justifications apportées par l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que ses propositions sont adaptées à l'établissement.

II.4 - Constitution de garanties financières

Depuis le 1^{er} juillet 2012, le code de l'environnement, notamment à travers le 5° de son article R. 516-1, a étendu l'obligation de constitution de garanties financières à certaines catégories d'installations classées pour la mise en sécurité du site en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à ces nouvelles dispositions sont celles répondant aux critères définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, modifié le 30 septembre 2013, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

Compte-tenu que les installations de montage et de mise en peinture de véhicules utilitaires exploitées par la société SNC SOVAB à BATILLY sont autorisées au titre des rubriques 2565 et 2940 de la nomenclature, visées par l'arrêté ministériel précité, cette entreprise est soumise à ce nouveau dispositif de garanties financières et était tenue d'adresser au Préfet de département sa proposition de montant avant le 31 décembre 2013.

Par courrier du 20 décembre 2013, la SNC SOVAB a transmis à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, sa proposition du montant des garanties financières pour les installations soumises à autorisation sous les rubriques 2565 et 2940, qu'elle exploite à BATILLY. Ce montant s'élève à 522 556 euros.

II.4.1 Détail sur le calcul et avis de l'inspection des installations classées :

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la SNC SOVAB, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 298 928 €
- Mi = 0€, le nombre de cuves enterrées étant nul dans le périmètre des activités soumises à garanties financières visé par les rubriques 2565 et 2940,
- Mc = 579 €
- Ms = 61 152 €
- Mg = 103 489 €

Les produits dangereux pris en compte (Me) sont les bains de phosphatation, les bains de traitement de surface et les peintures. Cela représente 641 tonnes de produits.

Les quantités maximales de déchets susceptibles d'être présents sur le site sont :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Déchets dangereux	200 t
Déchets non dangereux non inertes	30 t

- La SNC SOVAB dispose de 12 piézomètres,
- Le site est entièrement clôturé, le périmètre est de 4200 mètres soit une installation de près de 100 panneaux,
- Le gardiennage sera assuré 24h/24 durant 6 mois.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 700,4 (juillet 2014) ;
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières) ;
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 520 101 euros.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

Observation n° 4 de l'inspection des installations classées :

Le montant des garanties financières à constituer par la SNC SOVAB fera l'objet de prescriptions additionnelles par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

II.5 - Action RSDE (Recherches des Substances Dangereuses dans l'Eau)

Les rejets aqueux de l'usine SOVAB à BATILLY sont visés par le plan national de suivi des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) incluses dans la directive cadre sur l'eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000.

C'est dans ce cadre que la société SOVAB a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier en date du 27 juillet 2011, complété le 25 octobre 2011, un rapport final rassemblant les résultats de l'ensemble des analyses prescrites par l'arrêté préfectoral 2009-272 du 29 janvier 2010 pour les rejets aqueux de son établissement industriel situé à BATILLY ainsi que les conclusions à ce sujet.

Les analyses concernant la recherche des substances dangereuses dans l'eau ont été opérées par le laboratoire agréé IPL de juillet à décembre 2010.

L'analyse de ce rapport, qui a été jugé complet par l'inspection des installations classées, fait ressortir la présence de certaines substances dans le rejet de la station biologique et également dans le rejet de la station physico-chimique ayant un impact sur l'état du milieu récepteur. Il s'agit :

➤ Pour le rejet de la station physico-chimique :

- du nickel avec une concentration moyenne de 77 µg/l et un flux moyen journalier de 27 g/jour, supérieur au flux maximum journalier admissible par le milieu récepteur ;
- du zinc avec une concentration moyenne de 65 µg/l et un flux moyen journalier de 23 g/jour, supérieur au flux maximum journalier admissible par le milieu récepteur.

➤ Pour le rejet de la station biologique :

- du nickel avec une concentration moyenne de 1 127 µg/l et un flux moyen journalier de 176 g/jour, supérieur au seuil de la colonne B des tableaux figurant dans l'annexe 2 de la note ministérielle du 27 avril 2011 ;
- du zinc avec une concentration moyenne de 173 µg/l et un flux moyen journalier de 27 g/jour, supérieur au flux maximum journalier admissible par le milieu récepteur.

En conséquence, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire fixant la liste des substances qui devront faire l'objet d'une surveillance pérenne trimestrielle pendant une durée de deux ans et six mois et d'une étude technico-économique de réduction ou de suppression, a été adressé pour avis à l'exploitant par courrier de l'inspection des installations classées (transmission référencée CJ/NW/485/2013 du 28 juin 2013) qui y a répondu par courrier du 5 juillet 2013.

Observation n° 5 de l'inspection des installations classées :

L'obligation de poursuivre la surveillance pérenne des substances nickel et zinc fera l'objet de prescriptions additionnelles par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

II.6 - Modification de la nomenclature des installations classées (rubriques 2921 et 1180)

Par décrets des 14 et 27 décembre 2013, 2 rubriques de la nomenclature ont été modifiées.

La rubrique 2921 (installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air) a été entièrement remaniée. Les régimes de l'autorisation et de la déclaration ont été supprimés au profit de l'enregistrement et de la déclaration avec contrôle périodique. Toute installation de refroidissement dont la puissance thermique évacuée maximale est supérieure ou égale à 3000 kW est désormais soumise à enregistrement.

Ce qui est le cas des installations de la SNC SOVAB à BATILLY : la puissance thermique est égale à 5176 kW. Les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel « enregistrement » du 14 décembre 2013 sont donc applicables aux installations de la SNC SOVAB.

La rubrique 1180, relative à l'utilisation d'appareils contenant des PCB a été supprimée.

La SNC SOVAB exploite encore un transformateur au PCB et reste soumise aux dispositions réglementaires parues en 2013 et 2014 :

- Décret du 10 avril 2013 portant diverses dispositions relatives aux déchets (notamment déchets PCB) ;
- Arrêté du 7 janvier 2014 relatif aux modalités d'analyse et d'étiquetage et aux conditions de détention des appareils contenant des PCB ;
- Arrêté du 14 janvier 2014 relatif au contenu et aux modalités de la déclaration d'appareils contenant des PCB.

Observation n° 6 de l'inspection des installations classées :

Lors de l'actualisation du tableau recensant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables à l'usine SOVAB à BATILLY et figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-244 du 28 janvier 2010 modifié, la rubrique 2921 dont relève l'établissement sera incluse dans ce tableau et la rubrique 1180 sera supprimée.

Les prescriptions réglementaires correspondantes à ces deux rubriques ainsi que les dispositions relatives aux appareils contenant des PCB seront intégrées par voie d'arrêté complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

II.7 - Surveillance des eaux souterraines suite à l'incident de pollution survenu dans l'établissement en 2009

Le réseau piézométrique utilisé pour la surveillance des eaux souterraines a été mis en place volontairement par la SNC SOVAB en 2003 et comprend 9 piézomètres (PZ1 à PZ9). Il a été complété en juin 2009 par la mise en place de 3 nouveaux piézomètres (PZ10 à PZ12) suite à une fuite de gazole qui s'est produite dans le carneau de 9 canalisations reliant les bâtiments W5 et D (Rue 14) de l'établissement.

Le dispositif de surveillance des eaux souterraines comprend donc 12 piézomètres répartis tel que :

- 1 piézomètre amont PZ9,
- 9 piézomètres en zone centrale du site de la SNC SOVAB (PZ3 à PZ8 et PZ10 et PZ12),
- 2 piézomètres en aval (PZ1 et PZ2).

Les objectifs de cette surveillance des eaux souterraines sont de :

- suivre l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site ;
- vérifier l'extension d'une éventuelle mobilisation des polluants vers l'aval, à l'extérieur du site ;
- améliorer la connaissance du sens d'écoulement de la nappe dans la zone d'étude.

Les paramètres ci-dessous sont contrôlés dans les eaux de la nappe présente sous le site :

- annuellement au droit des piézomètres PZ1 à PZ9 :
 - Hydrocarbures C10-C40 ;
 - COHV (composés organohalogénés volatils) ;
 - BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes) ;
 - Métaux lourds (Al, Cr, Cu, Pb, Mn, Ni, Zn).
- semestriellement à proximité de la zone où s'est produite la fuite de gazole, au droit des piézomètres PZ10 à PZ12 :
 - Hydrocarbures C10-C40 ;
 - BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes).

Les résultats des dernières mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines réalisées en novembre 2013 ont conduit l'exploitant à faire les observations suivantes :

- Pour le suivi général :

Constat d'un impact en manganèse (aux alentours de 200 µg/l), en xylènes et en hydrocarbures C10-40 au droit du PZ6 central au site, mais les concentrations des deux dernières substances sont en constante diminution depuis 3 ans (pour le xylène 4300 µg/l en 2012 et 830 µg/l en 2013, pour les hydrocarbures 380 µg/l en 2012 et 150 µg/l en 2013),

Ces valeurs sont de l'ordre de grandeur à la qualité d'une eau brute destinée à la production d'eau potable pour la manganèse et les hydrocarbures. Pour le xylène, il peut être souligné que la norme de potabilité pour l'OMS est de 500 µg/l,

Présence d'éthylbenzène (1,1µg/l) dans les eaux souterraines, dans une moindre mesure, au droit du PZ7 également situé en position centrale du site.

- A proximité de la zone où s'est produite la fuite de gazole :

Présence résiduelle dans les eaux souterraines de benzène, au droit du PZ12 et d'hydrocarbures au droit du PZ12 et du PZ10, mais avec une baisse continue des teneurs en BTEX et hydrocarbures mesurées dans la nappe depuis 2009.

A noter que depuis les 4 dernières campagnes, l'absence de phase libre a été constatée au droit de ces ouvrages. Les deux piézomètres PZ10 (aval latéral de la zone de fuite) et PZ12 (aval direct de la zone de fuite) sont équipés d'écumeur passif à serviettes oléophiles (EPSO).

Le piézomètre PZ11 (aval éloigné de la zone de fuite) ne présente pas de trace de pollution.

Observation n° 7 de l'inspection des installations classées :

La réglementation des installations classées n'impose pas la surveillance des eaux souterraines pour les activités exercées par la SNC SOVAB. En effet l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et l'article 36 de l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, impose cette surveillance à compter de 50 tonnes de produits toxiques stockés. La SNC SOVAB stocke 25 tonnes de produits toxiques visés par la rubrique 1131 de la nomenclature des installations classées.

Toutefois compte tenu de la présence d'une pollution aux hydrocarbures et aux BTEX au droit du site, l'inspection des installations classées propose d'encadrer la surveillance des eaux souterraines en imposant le suivi semestriel de la nappe à partir des piézomètres situés en amont (PZ9) et en aval du site (PZ1 et PZ2) ainsi que sur les 3 piézomètres situés en aval de la zone de fuite. Cette possibilité est d'ailleurs prévue par l'article 65-b) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité : « les dispositions ci-dessus [= la surveillance des eaux souterraines] peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines ».

Elle fera l'objet d'une proposition d'encadrement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

II.8 - Moyens de lutte contre l'incendie (article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010 modifié)

Les moyens de lutte contre l'incendie, dont l'usine doit disposer, sont prescrits à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2010 modifié. Il est à noter que les 34 poteaux d'incendie sont alimentés à partir de deux réserves d'eau d'incendie dénommées R1 et R6 et non pas par le réseau de sprinklage de l'établissement. L'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2010 modifié devra être adapté en conséquence.

Observation n° 8 de l'inspection des installations classées :

L'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2010 modifié fera l'objet de modification de sa rédaction pour adapter le mode d'alimentation en eau des poteaux d'incendie prévu à cet article, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement.

II.9 – Emission de COV : réparation des pièces détachées

L'article 3.2.5.2 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010 modifié prescrit que :

« La valeur limite d'émission totale de solvants rapportée à la production effective de caisses cataphorées exprimée en grammes de solvant par mètre carré de surface revêtue est fixée à 50 g/m².

La surface revêtue est définie comme suit : la surface de l'aire calculée sur la base de la surface de revêtement électrophorétique totale et de l'aire de toutes les parties éventuellement ajoutées lors d'étapes successives du traitement qui reçoivent le même revêtement que celui utilisé pour le produit en question, ou l'aire totale du produit traité dans l'installation.

L'aire de la surface électrophorétique est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$2 \times \text{poids total de la coque}$$

$$\text{-----}$$
$$\text{épaisseur moyenne de la tôle} \times \text{densité de la tôle}$$

Cette méthode est appliquée également pour d'autres parties en tôle »

Cette prescription ne peut s'appliquer que pour la construction de véhicules comme le prévoit l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

La SNC SOVAB mentionne qu'elle opère également de manière épisodique de la retouche de pièces détachées pour l'après vente : des encadrements de portes seraient uniquement cataphorésés (passage dans la cataphorèse). Le nombre d'encadrements de portes est de 3000 par an soit une surface totale de 6000 m².

Le principe d'un bilan matière servant de base pour le calcul de la valeur de 50 g/m² ne peut porter que sur des véhicules entiers et à partir de toutes les opérations d'application de solvant (cataphorèse, vernis, finition).

Il est donc proposé de distinguer l'activité de retouche des encadrements de portes pour l'après vente des opérations de cataphorèse normales sur véhicules neufs.

Il est à noter que les quantités en jeu sont sans commune mesure : les quantités de COV émises pour la fabrication des véhicules utilitaires est égale à 738 tonnes en 2013, alors que les quantités de COV émises pour le passage en cataphorèse des encadrements de portes est égale au maximum à 15 kg par an soit 0,18% de la quantité totale.

Observation n° 9 de l'inspection des installations classées :

En application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, l'article 3.2.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2010 modifié fera l'objet de modification de sa rédaction pour tenir compte des émissions de COV en provenance des pièces détachées.

Les quantités maximales de COV émises à partir de la cataphorèse des encadrements de portes seront limitées à 15 kg/an.

III - Conclusions et suites proposées ou données par l'inspection des installations classées

L'ensemble des observations formulées dans le présent rapport révèle le besoin de modifier certaines dispositions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2010 modifié afin de tenir compte :

- de l'installation d'un dispositif de récupération de chaleur sur l'incinérateur équipant la cataphorèse ;
- des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement intervenues depuis 2011 ;
- du changement de mode d'alimentation en eau de moyens de lutte contre l'incendie ;
- de la poursuite de l'action RSDE ;
- de la prise en compte de la directive IED ;
- de la constitution des garanties financières.

Enfin la SNC SOVAB a identifié plusieurs erreurs rédactionnelles de forme dans le corps de l'arrêté préfectoral susvisé, qu'il convient de corriger.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de prescrire cette mise à jour réglementaire par voie d'arrêté complémentaire pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, dont le projet figure en annexe 1 du présent rapport. L'avis du CODERST devra être recueilli sur ce projet d'arrêté préfectoral préalablement à son adoption et sa notification.

Conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement, une copie de ce rapport de visite est envoyée simultanément à l'exploitant par courrier, dont copie est jointe en **annexe 2**.

ANNEXE 1

Projet d'arrêté

ANNEXE 2

Copie du courrier transmis à l'exploitant par l'inspection des installations classées